

Rolling Stone

CANNES

**NATHALIE
BAYE**

se jette à l'eau
sur les choses de sa vie

PUBLIC ENEMY

**LES
RAPPERS
ANTISEMITES**

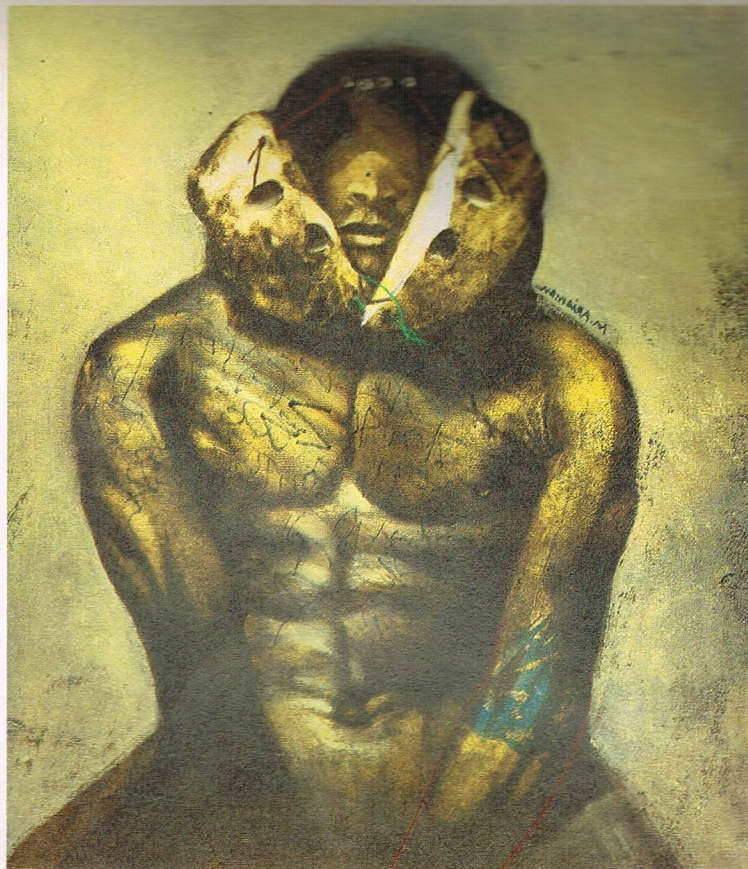
ANGOISSE

**IL FAUT LÉGALISER
LA DROGUE**

Coke, héro,
crack, ecstasy,
ice, et autres
voies d'accès
aux enfers
artificiels, c'est
l'overdose de
fric, de morts
et d'angoisse.
Echec.

Plutôt que
de rêver sur
l'issue d'une
guerre contre la
dope, n'est-il
pas temps de
déclarer la paix
aux toxicos ?

DROGUE



GAGNER LA GUERRE

Dossier
réalisé par
Francis
Caballero,
Fabrizio Calvi,
Sam Cambio,
Brook Larmer,
Didier Lestrade,
Christine
Ockrent,
Laurence
Romance,
Lionel Rotcage,
Mike Sager.

EDITO Depuis quelque temps, les déclarations de guerre à la drogue se multiplient. Mais cette agitation de façade dirigée contre l'offre permet avant tout de se dérober devant la lutte à mener contre la demande. Il n'est pourtant pas sorcier de comprendre que la victoire se gagnera chez soi. Et puisque la répression tous azimuts ne fait pas recette, existe-t-il une autre solution que la légalisation contrôlée ?

Oui, répondent quelques simples d'esprit : il suffit que tout le monde soit heureux dans le meilleur des mondes. Supprimez les sources de souffrance et vous verrez la demande pour les drogues dures tomber en flèche. Facile ! Pas d'injustice, pas de pauvres, pas de haine, pas d'exclusion, pas de chômage, et c'est réglé. Pour l'offre, dans le même ordre d'idée, c'est super-simple aussi : supprimez la Bourse des matières premières de Chicago, garantisiez aux paysans des pays producteurs des cours aussi avantageux pour le café ou les œillettes que ceux du pavot, de la feuille de coca, du khat ou du cannabis et hop, voilà la pénurie d'enfers artificiels garantie. Qu'est-ce qu'on attend ? ▶

Mama Coca
El Papel de la Coca

Bien sûr, si l'on parvenait à supprimer la production, apparaîtraient instantanément les substituts qui attendent dans les labos des trafiquants, annoncent les spécialistes. L'héro de synthèse et la coke cent pour cent chimique qui seront produites à Manhattan directement ou dans une cave près du Champ de Mars. Qu'est-ce qu'on fera alors ?

Peu importe ce qu'on fera. En attendant, qu'est-ce qu'on fait ? Zisse hize ze quechtionne, comme dirait notre copain Omelette. On continue comme maintenant ? On se fait un super-sommet dans un pays chaud tous les sept ans et on en parle ? On se paye un Noriega et un directeur de banque de temps en temps ? On alpague un caïd tous les printemps ? On empile les dealers de rues dans nos superprisons ? On compte les overdoses dans le caniveau ? On bombarde les champs en Bolivie et au Pérou de bestioles cocavores ? On napalme les paysans en Asie ? On rase Téhéran ? On raye des cartes le Triangle d'or ? On ouvre des toxitorium ? Des camps ? On fait des campagnes pour montrer que c'est vraiment moche de se piquer, et dangereux question Sida ? Que c'est raïde dégueu de sniffer, qu'on a le nez qui coule, c'est pas propre, et que ça pompe les éconocrocs ?

Ou bien est-ce qu'on légalise les drogues pour les plus de dix-huit ans, cassant ainsi l'essentiel du trafic, récupérant du même coup à travers un monopole d'Etat l'essentiel de ses recettes tout en réduisant la criminalité liée à la dope de manière drastique ? C'est-à-dire que l'on met en place une légalisation contrôlée assortie de trois volets d'action : la médicalisation de la consommation, prise en main par les services de santé ; la prévention tous azimuts appliquée par l'Education nationale ; et enfin la répression, confiée à une juridiction d'exception.

MÉDICALISATION

Un diabétique casserait-il une pharmacie pour se procurer l'insuline sans laquelle il ne peut vivre ? Certainement. Et il la dealerait si c'était la seule condition pour se faire son shoot. La solution au Sida consiste-t-elle à jeter en prison les "populations à risques" ou bien plutôt à soigner autant que possible en attendant la découverte d'un médicament ou d'un vaccin ? La réponse est évidente : il faut cesser de considérer les toxicos comme des criminels. La toxicomanie est une maladie que la société doit prendre en charge. Légaliser permettrait de connaître et de suivre la population toxicomane, de lui donner accès à des produits moins nocifs, voire d'orienter la demande et d'influer sur la consommation et ses modalités. Bien sûr, la médicalisation ne résoudre pas le problème de la drogue. Mais en attendant les traitements de la toxicomanie que les chercheurs pensent formuler d'ici à la fin de la décennie, la médicalisation favoriserait la réinsertion d'une population marginalisée qui,

réhabilitée, serait placée face à sa maladie. En tout état de cause, la situation des drogués comme leur relation avec la société ne peut être pire qu'aujourd'hui.

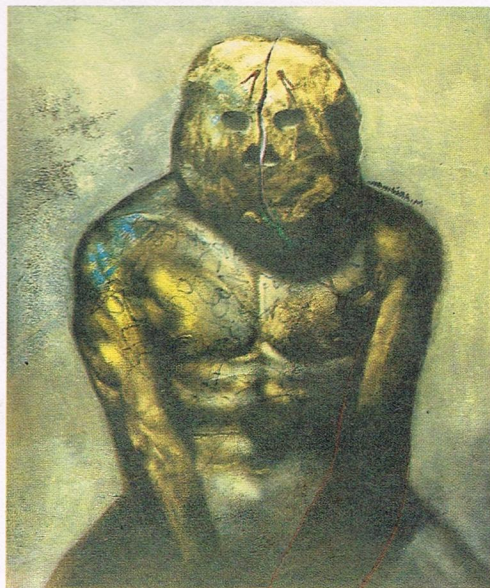
PRÉVENTION

La légalisation contrôlée ne s'appliquant qu'aux plus de dix-huit ans, et le problème devant être pensé à court, moyen et long terme, la prévention doit être revue du tout au tout. A Kansas City, aux Etats-Unis, dès la sixième, les écoliers apprennent les méfaits de la cigarette, de l'alcool et de la marijuana qui facilitent la voie à des substances plus dangereuses. On apprend ainsi aux enfants à dire non à la drogue sans se déconsidérer aux yeux de leurs copains, les parents participent à des séances de prévention et des officiers de police en uniforme viennent même expliquer les ravages de la drogue qu'ils constatent dans l'exercice de leur fonction. Dans un récent sondage, il apparaissait que les jeunes de Kansas City étaient moitié moins touchés par la drogue que les écoliers du reste du pays. Mais la prévention doit être abordée aussi par le biais de programmes d'histoire, de géographie ou de toute autre matière qui permet de comprendre les différents enjeux de la drogue. Les fabricants de programmes scolaires devraient être conviés à y réfléchir ainsi que les enseignants. Hormis cette priorité, la lutte contre la drogue doit être considérée comme une cause nationale et les campagnes de prévention doivent obtenir un accès gratuit et permanent sur les grands médias.

RÉPRESSION

La légalisation contrôlée permettrait une répression beaucoup plus vive. D'abord, en restreignant radicalement le champ illicite, elle serait d'emblée beaucoup plus efficace. En dehors des écoles, des lycées et des collèges, le trafic aurait peu d'autres terrains de chasse. Par ailleurs, la pénalisation serait confiée à une juridiction d'exception chargée de réprimer durement les infractions, à coup de lourdes peines incompressibles. On mènerait ainsi une véritable guerre aux criminels seulement. Lesquels, compte tenu du ratio défavorable d'un trafic réduit face à un risque en forte hausse (risque d'être pris, certitude d'être lourdement condamné), préféreraient probablement exercer leur talent dans d'autres activités répréhensibles mais plus sûres. Soyons clairs : la légalisation contrôlée est un moindre mal. Rien de plus.

Quand bien même la guerre contre l'offre pourrait être finalement gagnée (mais tout indique qu'elle est déjà perdue), il resterait à mener celle contre la demande. A défaut de parvenir à briser cette grande histoire d'amour sinistre entre notre société et l'enfer artificiel, nous pouvons en être les chaperons. ★ Lionel Rotcage

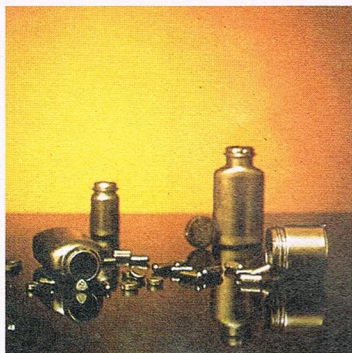


GAGNER LA GUERRE

CARNET DE ROUTE

GUERRE A LA COCAÏNE

Journal de bord
d'un reportage
effectué
pour son émission
sur A2.



PAR
CHRISTINE
OCKRENT

WASHINGTON

« L'Europe devrait s'attaquer au problème avant d'être submergée à son tour. Prendre dès maintenant les grands moyens. Nous les avons, mais nous avons perdu du temps. » Pour un homme qui prétend à la direction de la DEA, la plus exposée et la plus privilégiée des agences fédérales américaines qui luttent contre la drogue, le propos est étonnamment clair. Terry Burke, quarante-six ans, dix ans de CIA, douze ans à l'agence, est le numéro deux de la DEA. Budget : 700 millions de dollars, 3 000 hommes, l'élite de la police américaine. Le nouvel immeuble de l'agence fait face au Pentagone, et le discours que l'on y entend est sans équivoque. « Nous sommes en guerre contre la cocaïne et le crack est prioritaire en termes de sécurité natio-

nale. Il faut venir à bout des narcotrafiquants qui sapent les fondements de notre société, qui menacent les structures financières du monde libre en accumulant une quantité de liquidités sans précédent et en cherchant à les blanchir, qui terrorisent des pays entiers par la violence et leur capacité de corrompre. Le marché de la cocaïne, c'est au bas mot 30 milliards de dollars manipulés par un petit nombre d'individus. Un pouvoir de nuisance sans précédent dans l'histoire. Il faut les frapper là où l'on peut, et d'abord à la base : éradiquer les cultures de coca, dans les pays comme la Bolivie et le Pérou, qui fournissent l'essentiel de la production mondiale, empêcher la mafia colombienne, qui monopolise la transformation et le trafic, d'essaimer des laboratoires dans tout le sous-continent américain. Bien sûr, la consommation aux Etats-Unis reste trop forte, et il faut parvenir à la réduire. Mais c'est en

Europe que le potentiel est le plus grand : la seule loi que les trafiquants connaissent est celle de l'offre et de la demande. Préparez-vous au pire, et aidez-nous à agir sur les pays d'Amérique latine, qui ont besoin d'assistance économique pour ne pas sombrer davantage dans la dépendance de la drogue. »

MEDÉLLIN

« Le problème est social ; c'est la misère qui fait le lit de la drogue. Je parle du trafic, pas de la consommation. Les consommateurs sont américains et européens, et s'ils n'existaient pas, il n'y aurait pas de trafic. La guerre à la drogue, les Américains feraient mieux de la mener chez eux, au lieu de nous l'infliger sans trop s'intéresser, comme d'habitude, à nos vrais problèmes. » L'homme regarde sa ville, la plus riche de

CRACK IN PARIS

Les Cassandre médiatiques ou autres qui annonçaient, avec une horreur gourmande, la proche invasion du crack n'ont plus qu'à mettre leur intoxication (justement) au placard : en France, la cocaïne du pauvre, trop chère, a fait flop. Et sur son banc de la station Boulets-Montreuil, Papi, dealer d'héro antillais qui bricole aussi dans le crack, a le bourdon. Le "plan crack", qu'on appelle ici "caillou", n'est pas aussi juteux que les dealers l'espéraient. La consommation de "caillou" n'a jamais dépassé – et ça ne semble pas devoir "s'améliorer" – le stade de la curiosité. Dans le métro ou dans la rue c'est toujours l'héroïne qui a la cote.

Cet "échec" s'explique pour deux raisons. Le prix tout d'abord : 400 francs pour l'équi-

valent d'un "jumbo" (fiOLE) qui à New York n'en coûte que 125. Ensuite, la coke fumable ne semble pas avoir séduit le consommateur moyen qui fait son marché sur la ligne Pont de Sèvres-Mairie de Montreuil (Boulets-Montreuil, Maraichers, etc.). Pas seulement à cause du prix. Aussi parce que ceux qui apprécient le flash de la coke préfèrent se l'injecter en speedball. Dans les milieux plus branchés, la coke circule entre amis et se sniffe discrètement chez soi.

Le crack, qui a dévasté les cités américaines, perdu toute une génération de Noirs et d'Hispanos, et considérablement détérioré les rapports humains et économiques des classes blanches, sans parler des millions de dollars dépensés pour soigner les drogués, n'est pas un produit pur. C'est de l'hydrochlorine de

cocaïne (sous forme de poudre ou de cristal), cuite avec du bicarbonate, auquel les dealers de la rue ajoutent un produit chimique qu'on appelle le "comeback", qui a la particularité d'empêcher le produit fini de s'évaporer, et même de le rendre plus lourd. C'est tout bénéfique. Faible prix et énormes profits. A Paris, on ignore le "comeback", ce qui rend la dose d'autant plus chère, sans augmenter sensiblement les profits. Si Papi et ses potes découvriraient son existence, alors oui, ils pourraient commencer à inonder le marché. Michel Bouchet, qui dirige la brigade des stupés, reconnaît avoir procédé à quelques arrestations de consommateurs de "caillou", autour du Forum des Halles et à Boulets-Montreuil, en décembre et en janvier. Depuis, rien à signaler. ★

Brett Kline

Colombie. Il n'est pas de ces gauchistes, proches des guérillas qui, sous couvert d'idéologie moribonde et d'indignation sociale entretenue par une démocratie bien inégalitaire, enlèvent, rançonnent et assassinent sans se priver de liens lucratifs avec les narcotrafiquants. Non, Juan Gomez Martinez est le maire sortant de Medellin, conservateur, propriétaire du premier quotidien régional de Colombie. Lui a trouvé un compromis avec le cartel qui mettait la ville à feu et à sang il y a trois mois encore. Quel compromis ? « Le dialogue », répond-il dans un sourire qui embellit l'esquive et qui traduit surtout son soulagement de céder bientôt sa fonction, et ses angoisses au maire qui vient d'être élu.

Medellin, fief de Pablo Escobar et des frères Ochoa, centre traditionnel des industries et des trafics dans lesquels excelle depuis longtemps l'ingéniosité colombienne, Medellin, chaude et fière, est aussi la ville la plus meurtrière du monde. Une bonne vingtaine d'assassinats par jour, en moyenne.

ENTRE CALI ET BOGOTA

« Je suis ingénieur agronome et mes amis sont ingénieurs chimistes. Nous sommes très complémentaires ! » Julio est charmant. Il a de la vie une approche toute colombienne faite de vraie gaieté et de familiarité excessive avec la mort. Julio fait du trafic de cocaïne. Pas à l'échelle des

grands barons menacés d'extradition aux Etats-Unis sur simple décision administrative. Julio a formé, avec quelques collègues, un pool d'exportateurs pour partager les frais, et les risques. « La chimie nous offre de nouvelles ressources, pour les produits qui peuvent remplacer des acides et des solvants difficiles à importer en Colombie ; et aussi pour le transport : la cocaïne se dissout dans l'eau. Les gros containers d'eau, que l'on charge dans les îles des Caraïbes, c'est épatant ! »

BOGOTA

« La Colombie vient de voter contre la violence, la corruption des appareils politiques et les narcotrafiquants. » Ainsi titre *El Espectador*, le journal libéral de Bogota, au lendemain des élections générales du 11 mars. La trêve précaire, consentie sinon négociée à la fois par le régime et par les narcotrafiquants, peut durer jusqu'à l'élection présidentielle de juin. La seule question explosive demeure l'accord d'extradition avec les Etats-Unis, qui permet aux juges colombiens de ne pas avoir à « traiter » les narcotrafiquants, et à garder, eux, la vie sauve.

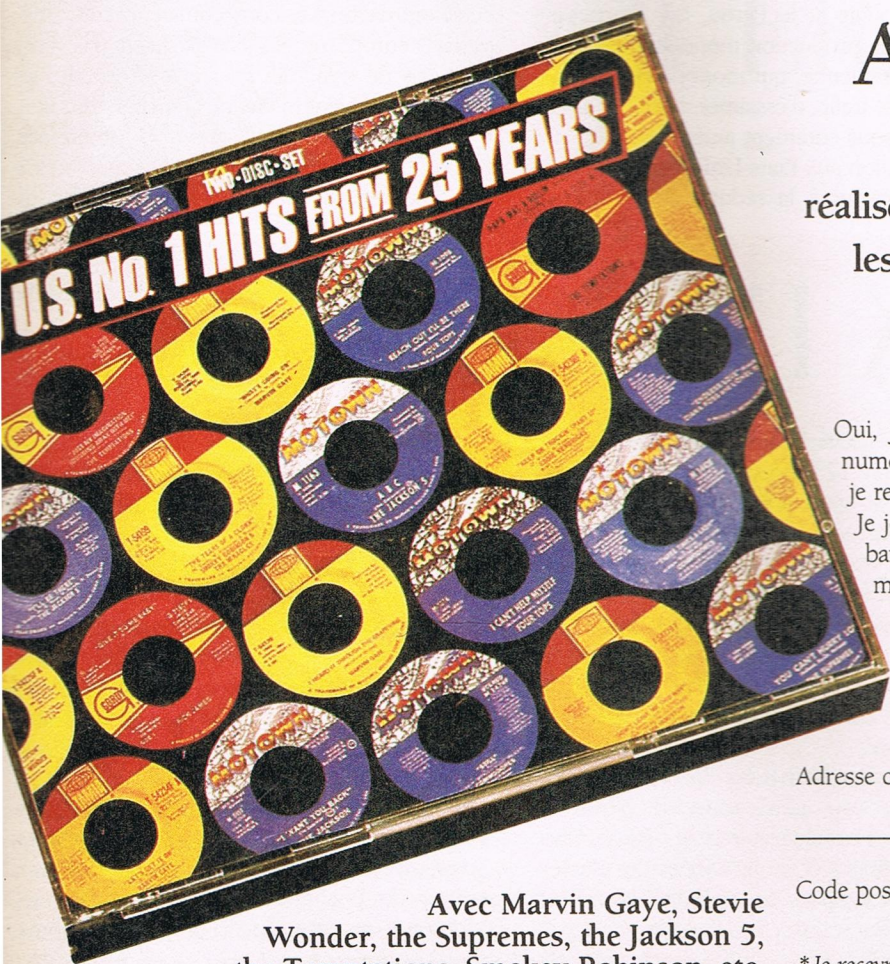
WASHINGTON

Le Pentagone annonce la mobilisation de ses moyens navals et aériens pour mieux protéger les Etats-Unis de l'invasion de drogue. Secouée

par l'intervention militaire au Panama, l'Amérique latine gronde contre les « gringos ». La guerre à la drogue ne serait-elle qu'un nouveau prétexte à la politique du gros bâton chère à Washington dans cette partie du monde ? La drogue est une cause favorite des sondages et rallie bien des peurs. Entre Moscou et La Havane qui s'insultent, les Etats-Unis ont moins de contrepoids que jamais dans un sous-continent où la pauvreté est trompée par la drogue que l'on trafique et celle que l'on consomme.

Le « tzar de la drogue » William Bennet Monsieur Drogue de l'Administration Bush, se félicite d'une baisse de la consommation parmi les adeptes de la cocaïne, qui sont en général blancs, citadins et aisés. Il ne prend pas en compte l'augmentation vertigineuse du crack, sous-produit de la cocaïne, dont les amateurs sont la plupart du temps noirs, citadins et pauvres.

Le département d'Etat vient de publier son rapport annuel sur le trafic de drogues. L'année 1989 a été faste en matière de répression : les agences américaines n'ont jamais saisi autant de cocaïne et de narcodollars, emprisonné d'aussi gros trafiquants, détruit autant de laboratoires aux Etats-Unis ou dans la jungle d'Amérique latine, éradiqué autant de cultures en Bolivie et au Pérou. Pourtant la qualité de cocaïne disponible actuellement sur le marché a augmenté en un an de 89 %. ★



ABONNEZ-VOUS

Et recevez le double CD
réalisé en exclusivité pour ROLLING STONE :
les 25 plus grands succès de MOTOWN

Oui, je m'abonne à ROLLING STONE pour douze mois, soit 10 numéros + 1 numéro double au prix de 290 F au lieu de 330 F, et je recevrai* en cadeau de bienvenue le double CD MOTOWN.

Je joins mon règlement à l'ordre de ROLLING STONE par chèque bancaire ou postal sous enveloppe affranchie au service abonnements Rolling Stone : Ful Services, 36, rue de Picpus, 75012 Paris.

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse complète : _____

Code postal Ville _____

Avec Marvin Gaye, Stevie Wonder, the Supremes, the Jackson 5, the Temptations, Smokey Robinson, etc.

*Je recevrai mon cadeau huit semaines après réception de mon règlement.

NARCOFRIC

BLANC COMME NEIGE

**OBJECTIF NUMÉRO UN DES AGENTS
DE LA DRUG ENFORCEMENT AGENCY :
NEUTRALISER LES BLANCHISSEURS
DE NARCODOLLARS. PREMIÈRE PRISE DE GUERRE :
LA BANQUE BCCI. AVIS AUX BANQUIERS :
ÇA NE FAIT QUE COMMENCER. PAR FABRIZIO CALVI.**

La mariée était trop belle. Le marié était décontracté. Chacun savait ce qu'il avait à faire mais tout le monde était un peu nerveux. Ils étaient réunis dans un luxueux hôtel de la banlieue de Tampa pour jouer le rôle de joyeux fêtards. La réception s'animait, les autres invités arrivaient. Il y avait des Colombiens venus tout droit de Medellin, et une dizaine

de banquiers internationaux de la BCCI, leurs épouses ou leurs maîtresses, débarqués du Panama, de Londres et de Paris. L'après-midi tirait à sa fin quand les invités levèrent une dernière fois leurs coupes à la santé des futurs mariés, Robert Musella et Kathleen Erickson, dont l'union allait être consacrée le lendemain matin, dimanche 9 octobre 1988.

Il restait une dernière formalité. Les femmes

allaient dîner entre elles à l'hôtel, tandis que les hommes prenaient place dans d'immenses limousines noires pour aller enterrer la vie de garçon de Robert Musella à Tampa. Les Colombiens et les banquiers n'avaient pas remarqué qu'ils avaient soigneusement été séparés les uns des autres, chacun d'eux avait été placé dans une voiture où se trouvaient déjà des amis du marié. De même ils n'avaient pas vu que leurs chauff-

NARCOFRIC

feurs étaient armés. Le cortège s'ébranla. Une dizaine de minutes plus tard il s'arrêta dans un parking en sous-sol. On sortit des voitures. Les amis du marié encerclèrent alors les Colombiens et les banquiers. Ils brandirent des armes tandis que de toutes parts jaillissaient des policiers. Menottes au poignet, les neceurs furent conduits dans des fourgons tandis qu'on leur lisait la liste de leurs droits : « Vous êtes en état d'arrestation... »

Au même moment, à des milliers de kilomètres de là, des douaniers français de la DNRED (Direction nationale des recherches et des enquêtes douanières), accom-

pagnés d'officiers de police judiciaire, encerclaient l'immeuble du 125, avenue des Champs-Élysées afin de surveiller les locaux de la Banque de crédit et de commerce international (BCCI). S'ils l'avaient voulu, ils auraient pu intervenir immédiatement, obtenir l'ouverture des portes, mais, week-end oblige, ils n'auraient pas pu avoir accès à certains documents enfermés dans des salles blindées qui ne s'ouvriraient que le lundi. La même opération se renouvela aux sièges de la BCCI de Londres, New York, Los Angeles, Washington, Tampa et Panama où les douaniers américains voulaient s'assurer à l'instar de leurs collègues français qu'aucun document compromettant ne quitterait les lieux avant l'ouverture des banques.

C'est ainsi que le lundi 10 octobre, les sièges de la BCCI furent passés au peigne fin par les enquêteurs qui arrêterent au passage une trentaine de suspects. La première grosse opération contre le blanchiment de l'argent de la drogue, nom de code C-Chase, chasse aux billets de cent, se terminait par l'inculpation de plus de soixante-dix trafiquants ou banquiers.

Septième banque privée mondiale, 400 bureaux répartis dans 73 pays, un actif de 20 milliards de dollars, la BCCI était une cible idéale pour les autorités fédérales américaines résolues à faire un exemple dans le monde de la finance internationale pour qui l'argent n'a pas d'odeur. L'opération C-Chase est d'autant plus importante qu'aux termes d'une enquête digne d'un roman d'espionnage, les douanes américaines ont, pour la première fois, pu pénétrer simultanément les réseaux des principaux trafiquants de cocaïne de la planète, le cartel de Medellín, et mesurer leur influence dans le monde de la finance internationale, puisque la BCCI était à l'époque contrôlée par la famille royale d'Abu Dhabi et de puissants financiers moyen-orientaux.

L'opération C-Chase s'inscrit dans un vaste

plan de bataille lancé par le gouvernement américain contre les seigneurs de la drogue. Elle est la preuve que les États-Unis ont changé de stratégie, réalisant enfin qu'il est plus efficace de frapper directement les grands trafiquants au portefeuille.

Gonzalo Rodriguez Gacha, dit le Mexicain, était un petit éleveur de cochons. Il a été propulsé en moins de dix ans sur la liste des milliardaires en dollars établie par le magazine américain *Forbes*, après avoir été à la une de la revue *Fortune*. Homme fort du cartel de Medellín, il avait vu ses sociétés et ses biens saisis les uns

après les autres par la police colombienne. Mais il s'en moquait. « On m'a pris mes propriétés mais j'ai toujours mes dollars », aimait-il à répéter. Le 17 octobre 1989, à la suite d'une perquisition dans un ranch, la police colombienne saisit la liste de certains des comptes en banque de Gacha à l'étranger. Une semaine plus tard, la liste est communiquée à la section intelligence de

l'unité financière de la Drug Enforcement Agency (DEA) américaine (voir encadré "la Guerre des ministères"). Bien sûr il ne s'agissait que d'une infime partie de la fortune du Mexicain, à peine 68 millions de dollars répartis dans des banques en Grande-Bretagne, au Luxembourg, en Autriche, en Suisse et en RFA. Le 25 octobre, le directeur de la section financière de la DEA réussit à faire saisir 31 millions de dollars au Luxembourg. Gacha réagit et parvient à devancer les Américains en transférant sur d'autres comptes à numéros le reste de son trésor. Pour ce faire, le Mexicain est obligé de sortir de son repaire où il se terrait depuis le mois de septembre, date du début de la guerre contre les narcotraffiquants en Colombie. Moyennant quoi, repéré par la police colombienne, il est abattu le 15 décembre 1989 non loin de Carthagène.

L'homme qui a fait sortir Gacha-le-Mexicain de son trou a un nom, nous ne le donnerons pas pour d'évidentes raisons de prudence. Responsable de la section Intelligence de l'unité financière de la DEA, membre du groupe d'intervention sur le blanchiment de l'argent du G-7, le GAFI, créé au lendemain du sommet de l'Arche à Paris en juillet 1989, il est âgé d'une quarantaine d'années.

**GONZALO RODRIGUEZ
ÉTAIT UN PETIT
ÉLEVEUR DE COCHONS.
DIX ANS APRÈS, IL
EST MILLIARDAIRE.**

LA COKE VA SUBMERGER L'EUROPE

Depuis deux ans, le marché américain de la drogue semble s'être stabilisé avec près de 25 millions de consommateurs (18 millions pour la marijuana, 6 millions pour la cocaïne, 500 000 pour l'héroïne). Les prix sont en baisse : selon la DEA, en 1987, le prix de gros d'un kilo de coke pure à Miami oscillait entre 14 000 et 21 000 dollars, désormais certains grossistes descendent jusqu'à 10 000 dollars. Même chose pour le prix du gramme. Il y a trois ans un gramme de cocaïne pure à 55 % valait entre 80 et 120 dollars. Aujourd'hui à New York, un paquet pur à 70 % va chercher dans les 50 dollars. D'où l'introduction d'un nouveau produit, plus accrocheur et (apparemment) meilleur marché, car destiné à la grande consommation : le crack. Un caillou de crack vaut 10 dollars mais les accros ont besoin d'en fumer quinze par jour. Selon la DEA un consommateur de crack dépense 1 050 dollars par semaine contre 500 pour l'héroïne, 260 pour la coke, 110 pour le PCP tandis qu'un amateur forcené de marijuana peut s'en sortir avec 65 dollars.

« Il y a dix ans il était très difficile d'acheter un kilo de cocaïne, explique le responsable de la section Intelligence de l'unité financière de la DEA. Désormais la coke se traite par tonnes aux États-Unis. Mais le marché est saturé. D'ici peu la cocaïne va submerger l'Europe. Le cartel de Medellín sait que désormais les nouveaux marchés à conquérir sont en Europe : c'est là qu'auront lieu les plus gros profits et que sont recyclés les narcodollars. D'autant qu'en Europe le marché est encouragé dans les faits par une tolérance suicidaire. »

Le directeur de la Direction nationale de recherche et des enquêtes douanières (DNRED), Jean Hoguet, partage cette analyse : « En France la cocaïne vaut approximativement trois fois plus cher qu'aux États-Unis. Il est donc normal que les trafiquants de coke se tournent vers le marché européen. Sans parler des immenses possibilités offertes par les bouleversements politiques à l'Est. Là-bas ça prendra sans doute un peu plus de temps mais un jour ils comprendront leur douleur. » ★

NARCOFRIC

« Il est impossible de chiffrer avec précision le montant de l'argent de la drogue, explique-t-il, d'ailleurs cela ne m'intéresse pas. Nous avons des chiffres indiquant la production mondiale de drogue, nous connaissons à peu près le nombre de tonnes consommées chaque année aux Etats-Unis, nous savons quel en est le prix moyen. Nous pouvons en déduire que la drogue représente un chiffre d'affaires qui se situe entre 80 et 300 milliards de dollars. Mais il est impossible d'estimer la part de cet argent qui est directement blanchi dans les circuits internationaux. Nous avons en face de nous un profond trou noir : le marché de la drogue est un marché ouvert qui échappe aux règles classiques. »

Jean Hoguet, chef de la DNRED, fait écho à ces inquiétudes : « De fantastiques masses d'argent sont en train de s'accumuler sous nos yeux, les gens qui les gèrent sont les futurs maîtres du monde, ils représentent un danger énorme pour l'activité humaine, ne serait-ce qu'en raison de la manière peu démocratique dont ils se sont procuré ces sommes. » La menace concerne-t-elle la France ? « Le problème est mondial, tous les circuits financiers sont contaminés. En France par exemple nous avons la certitude que des chaînes entières de production sont en train de changer de mains. Mais jusqu'à présent nous n'avons pas pu le prouver. »

Aux Etats-Unis on estime que le marché de la drogue dépasse les 100 milliards de dollars, alors que celui des médicaments représente un peu moins de la moitié et celui des boissons alcoolisées moins de 80 milliards de dollars. Un phénomène récent, qui remonte à près de dix ans avec le boom de la cocaïne. Le Département d'Etat américain évalue le marché de la cocaïne à 70 milliards de dollars contre 30 milliards pour la marijuana et seulement 3 milliards pour l'héroïne. En 1966, l'héroïne fournissait le gros des revenus de la drogue avec un chiffre d'affaires de 600 millions de dollars par an.

La présence de l'argent de la drogue est facilement détectable sur les marchés monétaires américains : la réserve fédérale de Los Angeles présente cette année un surplus en cash de 3,8 milliards de dollars soit une augmentation de 2 200 % par rapport à 1985. On enregistre le même type d'augmentation dans les trésoreries des réserves fédérales de Denver, de San Antonio et de Miami.

Les réseaux de vente de la cocaïne aux Etats-Unis sont parfaitement structurés. Chaque cargaison est assurée par le cartel. En cas de saisie, les expéditeurs ne perdent que le montant de l'assurance (10 à 15 %). Avant d'être distribuée aux dealers, la marchandise passe entre les mains de grossistes qui sont chargés de centraliser l'argent des ventes dans la rue. Selon la DEA, la collecte a lieu généralement tous les vingt et un

jours. C'est cette énorme masse d'argent, généralement en billets de dix et de vingt dollars, qu'il faut blanchir. Un million de dollars en billets de vingt, la coupure la plus employée, pèse 55 kilos. Il est donc impossible de faire sortir directement des Etats-Unis la totalité de l'argent de la drogue. Les trafiquants essaient bien sûr d'expatrier le plus de billets possible : tous les moyens sont bons pour faire sortir les narcodollars des Etats-Unis : bateaux, avions privés, ou même certains vols réguliers. Selon les douanes américaines, un million de dollars en cash sont saisis chaque mois à l'aéroport Kennedy de New York.

La DEA estime que seulement 1 % des narcodollars sont réinvestis en Colombie où les barons du cartel possèdent une des quatre chaînes de télé de Bogota, une chaîne de radio, des magasins d'autos, des supermarchés, des équipes de football, des bâtiments. Sur place, l'argent sert à payer les travailleurs de la drogue, des paysans qui cueillent la feuille de coca aux ouvriers qui la transforment en pâte dans des laboratoires clandestins, sans oublier les passeurs. Il faut aussi payer les produits de base nécessaires à la fabrication de la cocaïne : de l'acétone et de l'éther achetés à des sociétés

ITINÉRAIRE D'UN KILO DE COKE

BOLIVIE	COLOMBIE	PÉROU
Feuilles de coca 250/500 kg 900/3 000 FF	(1)	Feuilles de coca 250/500 kg 4 500 FF
Pasta 2,5 kg 2 400/3 000 FF	(1)	Pasta 2,5 kg 4 800/7 500 FF
Cocaïne base 1 kg 3 000/9 000 FF		Cocaïne base 1 kg 7 200/9 000 FF
Cocaïne HCl (3) 1 kg 9 000/18 000 FF		Cocaïne HCl 1 kg 24 000/30 000 FF

PRIX DE GROS U.S. (MIAMI)

Cocaïne HCl pure à 85/95 % (2) : 78 000/120 000 FF/kg.

PRIX AMÉRICAIN DANS LA RUE

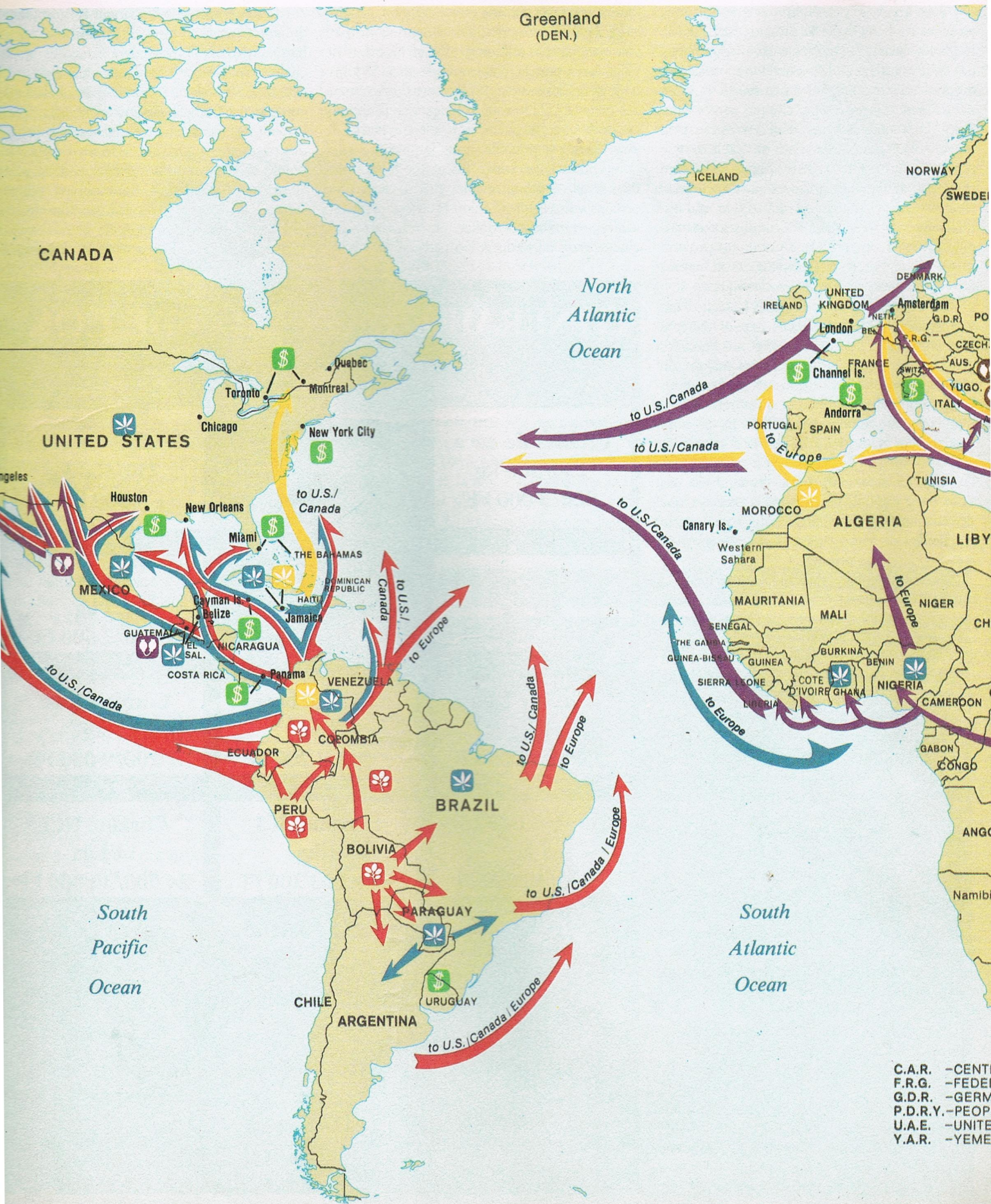
Pure à 70 % (2) : 300/720 FF/g. Un kilo, dilué, vendu au détail, peut rapporter entre 480 000 et 1 172 000 FF.

PRIX FRANÇAIS

Cocaïne HCl pure à 10/20 % : 600/800 FF/g.

(1) En Colombie, le trafic des feuilles et de la pasta va toujours de pair. On ne vend jamais l'un sans l'autre. Il n'en va pas de même au Pérou et en Bolivie, où ces deux produits sont vendus séparément, à différents niveaux. (2) Tous les prix concernent le produit non dilué. Les taux de pureté aux différents stades de la production sont purement indicatifs. (3) Chlorhydrate de cocaïne.

GEO-NARCOTIQUE





Indian Ocean

Legend

Major Routes	Source Countries	Illicit Drugs
		Marijuana
		Coca/Cocaine
		Opiates/Heroin
		Hashish/Hashish oil
		Licit opiates
		Money facilitation center

MARCOFRIC

américaines, allemandes ou hollandaises (voir article page 64).

Le cycle du blanchiment du gros de l'argent de la drogue commence directement aux Etats-Unis.

Une petite partie des narcodollars est directement réinvestie sur place. Mais désormais les banquiers du cartel sont prudents. Récentement ils se sont vu confisquer une société immobilière à Houston (valeur : 2,8 millions de dollars), une fonderie dans le Wisconsin (1,9 million),

un golf dans le Michigan (1,6 million), une collection de voitures de luxe (1,6 million). Il est donc moins risqué d'injecter directement les bénéfices dans le système bancaire.

Normalement, tous les comptes supérieurs à 10 000 dollars doivent être signalés aux autorités fédérales. Mais ce n'est pas toujours le cas. Hernan Botero, trafiquant de cocaïne déjà condamné, a soudoyé les directeurs de la Landmark Bank de Fort Lauderdale qui lui ont permis de déposer 56 millions de dollars en huit mois sans être dérangé. L'argent était ensuite envoyé en Colombie. Si Botero n'avait pas été dénoncé, il n'aurait jamais été inquiété. Les experts de la DEA reconnaissent que Botero est une exception, la corruption étant un art délicat et parfois éphémère, les blanchisseurs du cartel préfèrent avoir recours au "smurfing" en se servant de petits porteurs rebaptisés schtroumpfs (en anglais "smurf") qui ouvrent chacun des comptes inférieurs à 10 000 dollars par centaines. Mais l'opération est longue et fastidieuse. Un informateur de la DEA prétend ainsi que Pablo Escobar a dû laisser 400 millions de narcodollars pourrir dans les caves d'une villa californienne faute de l'avoir pu les injecter à temps dans une opération de blanchiment. Tout en qualifiant les faits de peu vraisemblables, les agents de la DEA affirment que l'histoire témoigne de l'importance de l'enjeu.

Généralement les financiers du cartel préfèrent embaucher aux Etats-Unis des hommes d'affaires peu scrupuleux qui se chargeront de leur monter des circuits de blanchiment efficaces. « Les trafiquants de drogue et les blanchisseurs d'argent ne font pas partie des mêmes cercles, expliquent les experts financiers de la DEA. 80 % des blanchisseurs que nous arrêtons sont étrangers au trafic de drogue. » Au début des années 80 il n'y avait que très peu de blanchisseurs, le système était géré par des gens comme Isaac Kattan, réputé pour peser l'argent au lieu de le compter.

Les narcodollars sont d'autant plus difficiles à

traquer que chaque jour 615 milliards de dollars entrent et sortent des Etats-Unis, soit une augmentation de 40 % en deux ans. Le flot est pratiquement incontrôlable ; il le sera plus encore quand, en 1992, le marché unique européen abolira les frontières douanières. Selon la DEA on ne découvre que 2 % des affaires de blanchiment d'argent.

Le gouvernement américain voulait donc frapper fort avant qu'il ne soit trop tard. Les responsables de l'opération C-Chase nous ont confié qu'ils avaient choisi leur cible à dessein : la BCCI était certes la septième banque privée mondiale, mais c'était aussi celle qui avait la plus mauvaise réputation dans les milieux internationaux de la finance. La proie convenait parfaitement au piège diabolique

qu'allaient lui tendre les douanes américaines.

La chasse commence à Tampa en 1986 avec l'ouverture d'un cabinet de conseil en investissement dirigé par Robert Musella, un financier inconnu sur la place mais disposant apparemment d'importantes liquidités. Robert Musella est en fait un agent des douanes américaines spécialement entraîné aux missions les plus délicates. La loi américaine accorde à ses polices fédérales des marges de manœuvre qui font bien des jaloux de par le monde : elles ont ainsi le droit de monter des opérations *undercover*, d'infiltrer des réseaux clandestins et de manipuler les trafiquants afin de les démasquer. Mais la clandestinité a ses règles. C'est pourquoi les douanes américaines ont ouvert une école spéciale afin de former les futurs infiltrés, tous des agents fédéraux. N'est pas *undercover* qui veut, généralement l'administration des douanes se méfie des volontaires ; elle préfère sélectionner elle-même ses candidats selon des critères soigneusement établis. Les clandestins doivent être crédibles et surtout d'une résistance psychologique à toute

AUX USA, LE MARCHÉ DE LA DROGUE DÉPASSE 100 MILLIARDS DE DOLLARS, CONTRE 80 POUR L'ALCOOL.

L'ARGENT DE LA COKE EN FRANCE

Qu'en est-il de l'invasion de la cocaïne en France ? Il n'y a qu'une manière de constater si la consommation augmente : les saisies, qui représentent généralement un dixième de la marchandise vendue. Le chiffre est en hausse de près de 50 % : 950 kilos de cocaïne contre moins de 500 l'année dernière. Il n'y a pourtant pas de quoi paniquer. Ce chiffre englobe les 474 kilos découverts par les douanes et la PJ dans un bateau de plaisance sur un parking de Cosnes-sur-Loire. Problème : selon certains enquêteurs, cette livraison n'aurait jamais dû être saisie en France. Elle était surveillée par la DEA qui voulait s'en servir pour suivre la filière qui partait de la Côte d'Azur pour aller en Italie et en Allemagne. La DEA avait, semble-t-il, alerté son équivalent français, l'OCTRIS. Mais pas les autres services français. A la suite d'écoutes téléphoniques, le SRPJ de Marseille et les douanes découvrent l'existence du bateau de la drogue qui est saisi peu après. Donc, si l'on exclut la cargaison de la DEA, les chiffres des saisies semblent indiquer un léger fléchissement de la consommation de cocaïne en France.

Tous les experts sont formels : tant que la déferlante de cocaïne n'a pas touché la France, le problème du blanchiment de l'ar-

gent de la drogue ne se pose pas. Il faut dire que le marché de la cocaïne est pour l'heure relativement limité : il dépasse à peine le milliard de franc. « En matière de blanchiment d'argent, la première loi française date de 1987, explique Jean Hoguet. Autant dire d'hier. Avant, on s'arrangeait pour inculper les gens pour des infractions au contrôle des changes. La DNRED et les douanes travaillent depuis longtemps sur les questions de blanchiment. Tout le monde se focalise sur l'argent de la drogue, mais il y a des masses d'argent sale qui sont blanchies, qu'il s'agisse de fraude fiscale ou d'escroquerie à la CEE. On a même parlé de blanchiment d'argent de la drogue pour les cliniques marseillaises. A ma connaissance rien ne permet de l'affirmer. On ne peut pas parler de blanchiment d'argent sans évoquer les circuits internationaux. Un juge d'instruction que j'avais saisi d'une affaire vient de m'informer qu'il ne peut rien faire parce que ses commissions rogatoires au Luxembourg n'aboutiront jamais. »

Il n'y a pas en France de structure interministérielle chargée de la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue (voir encadré "La Guerre des ministères"). Moralité, les enquêtes piétinent et les blanchisseurs blanchissent. ★

NARCOFRIC

preuve. Il n'est pas facile de donner le change aux tueurs du cartel de Medellin, surtout quand on vit avec eux des mois, voire des années entières, comme ce fut le cas pour Robert Musella qui fut méticuleusement conditionné par les douanes américaines afin d'accomplir la mission de sa vie : prendre les banquiers de la BCCI en flagrant délit de blanchiment.

Robert Musella devait d'abord se faire connaître dans les milieux de trafiquants. Pour cela il lui fallait un associé crédible. Gonzalo Mora Jr était un petit financier du cartel de Medellin passé maître dans l'art du *smurfing* aux Etats-Unis. Ayant repéré son manège, les douanes américaines lui laissèrent ouvrir des milliers de comptes en banque de moins de 10 000 dollars sans intervenir. La surveillance de Mora révéla qu'il cherchait un partenaire américain pour dévelop-

per son opération. Il était temps pour l'agent spécial Musella d'entrer en contact avec Mora. Dans un premier temps le Colombien demanda à Musella de recueillir aux Etats-Unis des valises bourrées de dollars, puis de déposer l'argent dans diverses agences bancaires. Les sommes étaient ensuite transférées sur les comptes de la société de Musella. Comme il fallait envoyer l'argent à l'étranger, Musella proposa d'ouvrir un compte à son nom à la BCCI de Panama. En échange de petites commissions sur chaque somme blanchie, Musella remettait alors à Mora des chèques en blanc qui lui permettaient de vider petit à petit le compte sans attirer l'attention des contrôleurs fédéraux.

Quelques mois plus tard, Musella blanchit régulièrement les centaines de milliers de dollars que lui confie Mora. Les parrains du cartel de

Medellin sont contents, ils envisagent de confier à l'infiltré des douanes américaines de grosses sommes à recycler. Un premier parrain, Robert Baez Alcaïno, rencontre Musella. Bijoutier multimillionnaire d'origine chilienne, Robert Baez Alcaïno vit dans une villa de deux millions de dollars à Pasadena. Il possède deux Rolls et deux Mercedes. Il réinvestissait l'argent blanchi par l'infiltré des douanes dans des sociétés licites, comme des entreprises de construction chargées de bâtir en plein Los Angeles des appartements de luxe. Des petites sommes sont également recyclées lors du championnat du monde des superlégers qui oppose en avril 1988 le Colombien Sugar Baby Rojas à Gilberto Roman au Centre de conventions de Miami.

Un second membre du cartel fait alors appel aux services de Musella. Cette fois il s'agit d'un

LA GUERRE DES MINISTÈRES

Aux Etats-Unis, diverses agences fédérales sont chargées de la lutte contre le blanchiment des narcodollars. Si les douanes américaines (US Customs) sont les mieux armées pour faire face à cette nouvelle forme de délinquance financière, la Drug Enforcement Agency chargée de lutter contre le trafic international de drogue à l'échelle planétaire n'en a pas moins une division financière fort active. Même chose pour les impôts dont la police, l'IRS, est également appelée à s'occuper des blanchisseurs. Il n'est pas rare de voir la DEA, les douanes et l'IRS collaborer étroitement dans le cadre d'une même affaire (voir article sur La Mina, p. 57). La qualité des enquêtes s'en ressent grandement.

En France, deux ministères, l'Intérieur et les Finances, se disputent âprement le monopole de la lutte contre le blanchiment de la drogue. Pourtant les uns comme les autres reconnaissent que la collaboration entre les douanes et la police judiciaire permet de résoudre un nombre considérable d'affaires. Les policiers soulignent que la coopération avec les douaniers double leur efficacité et les douanes reconnaissent que la présence d'officiers de police judiciaire à leurs côtés leur facilite grandement la tâche.

Depuis le sommet de l'Arche et les déclarations de François Mitterrand faisant de la lutte contre le grand trafic international de

drogue une priorité pour les démocraties, la lutte contre le blanchiment d'argent est devenue sinon une activité prestigieuse du moins un impératif pour toute administration financière ou répressive soucieuse de se moderniser. C'est ainsi que le ministère de l'Intérieur essaie en vain de créer l'Office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) afin de regrouper toutes les polices qui s'occupent de blanchiment d'argent. Pas question, répond le ministère des Finances, qui refuse de débloquer des crédits pour la création du nouvel Office. Résultat : pour le moment l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCTRI), la Brigade de recherches et d'intervention financière (BRIF) de la préfecture de police de Paris et les Renseignements généraux (RG) s'occupent chacun dans leur coin du blanchiment de l'argent sale avec des moyens plus que limités : tous les services n'ont pas encore été dotés en micro-ordinateurs et bien souvent certains enquêteurs mettent à la disposition de la collectivité leur propre appareil à des fins personnelles.

De son côté le ministère des Finances annonce la mise en place d'une cellule baptisée TRACFIN (Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins) afin de coordonner toutes les activités de ses services en matière

de blanchiment de l'argent et d'établir la liaison avec les autres services de renseignements français concernés (DGSE, DST, RG, PJ, etc.). Les douanes reconnaissent que bien souvent elles ont des affaires qui dépassent leur compétence comme celles par exemple des comptes en banque de chefs d'Etat étrangers en France. Composé de douze fonctionnaires du ministère des Finances placés sous l'autorité du numéro deux des douanes françaises, ce nouvel organisme est doté d'un service renseignement et d'un service action. Mais, contrairement à leurs collègues américains, les douaniers français n'ont pas de pouvoir de police judiciaire. C'est pourquoi lors de chacune de leurs opérations les agents du TRACFIN devront se faire accompagner d'officiers de police judiciaire que Joxe livre désormais au compte-gouttes.

Les douanes soulignent que les policiers n'ont aucune compétence financière et qu'ils ne peuvent avoir accès à toutes les informations, n'étant pas astreints au secret professionnel bancaire. A quoi les policiers répondent que les douaniers ne sont pas des professionnels de la répression et ignorent tout des règles de la procédure pénale de l'Etat de droit. Et tous de reconnaître avec la même impuissance que les seuls à se féliciter de la guerre entre les ministères sont les blanchisseurs et leurs clients. ★

L A M I N A

UN MILLIARD DE DOLLARS
SOUS HAUTE SURVEILLANCE

La Mina est la plus importante association criminelle de blanchiment d'argent de la drogue jamais démantelée : plus d'un milliard de dollars blanchis en dix-huit mois. L'argent provenant de la vente de la cocaïne dans les rues de New York était collecté tous les 21 jours par des courriers colombiens avant d'être emballé dans des bijoux de Manhattan. Quand les bijoutiers téléphonaient à leurs collègues de Los Angeles pour leur annoncer l'arrivée des paquets les conversations étaient codées : un kilo d'or signifiait 100 000 dollars, un gramme 10 000. Les envois n'étaient jamais inférieurs à 10 000 dollars. Les convoyeurs privés qui cheminaient les colis jusqu'à La Guardia dans des fourgons blindés en ignoraient le contenu. L'argent était expédié par avion à Los Angeles. Sous les yeux des convoyeurs qui ont vu ébahis qu'elle contenait des petits paquets de milliers de dollars empilés comme des briques. Les convoyeurs ont aussitôt averti le FBI qui a commencé à surveiller les blanchisseurs new-yorkais.

Une fois arrivé à Los Angeles, l'argent était amené jusqu'à un magasin du quartier des diamantaires où il était passé dans des machines à compter. L'opération était filmée par une mini-caméra installée clandestinement par des agents de la DEA dans le double plafond du magasin. Les bijoutiers arméniens envoyaient ensuite l'argent liquide dans divers établissements de Los Angeles. L'opération de blanchiment commençait.

Un employé de la Well & Fargo commença à se poser des questions en s'apercevant qu'un des bijoutiers avait déposé 25 millions de dollars cash en trois mois. Il avertit les autorités fédérales qui commencèrent leur enquête et firent le lien avec l'enquête du FBI de New York. Au lendemain de chaque dépôt les bijoutiers demandaient à leurs banquiers de retirer tout ou partie des sommes à des courtiers en or ou à des banques de New York. Puis l'argent était transféré sur les comptes en banque d'autres courtiers en or à Londres pour finalement revenir dans les caisses du cartel au Panama ou en Uruguay. Les mouvements d'argent étaient masqués par une transaction fictive. Le cartel de Medellín avait créé en

Uruguay une société de courtage qui avait racheté une mine d'or et expédiait régulièrement des lingots à une société de Floride. Les lingots étaient revendus aux bijoutiers arméniens de Los Angeles qui les revendaient à leur tour aux Uruguayens de La Mina. Ces derniers rachetaient leur or plus cher qu'ils ne l'avaient vendu mais grâce aux sociétés américaines ils pouvaient blanchir des millions voire des milliards de dollars. Intriguées par ce curieux marché, les douanes américaines commencèrent elles aussi à surveiller les agissements des employés de La Mina.

Restait encore à découvrir l'identité des Colombiens qui se cachaient derrière La Mina. Une troisième agence fédérale, la DEA, allait les découvrir aux termes d'une opération baptisée Polar Cap (calotte glacière). Deux agents de la DEA, John Featherly, un New-Yorkais d'origine irlandaise, et Cesar Diaz, un jeune Cubain élevé à Miami, avaient infiltré le réseau en se faisant passer respectivement pour un homme d'affaires de la mafia (Jimmy Brown) et pour un petit maquereau aux dents longues (Alex Carrera).

En janvier 1987, John Featherly et Cesar Diaz rencontrent à Atlanta deux envoyés de La Mina qui leur demandent de blanchir des petites sommes d'argent. Les agents fédéraux savent que les Colombiens veulent les tester. Ils ouvrent donc divers comptes à l'Atlanta Citizen Southern National Bank et à la New York Chase Manhattan pour expédier les narcodollars au Banco de Occidente de Panama. Les infiltrés de la DEA voient régulièrement les envoyés du cartel dans l'hôtel le plus luxueux d'Atlanta, le Ritz Carlton de Peachtree Street. Les millions commencent à affluer. En dix-huit mois, John Featherly reçoit 17 millions de dollars. Chaque billet est photographié par la DEA pour servir de preuve.

Le 10 janvier 1989, accompagné d'un agent du fisc américain (IRS), Cesar Diaz rencontre un des responsables de l'agence de la Continental Bank International, la branche new-yorkaise de la Continental Illinois National Bank & Trust Co. de Chicago. Cesar Diaz et son collègue de l'IRS prétendent être des financiers chargés du blanchiment de l'argent de la drogue pour le compte de clients colombiens. Ils viennent de la part du directeur de

l'agence panaméenne du Banco de Occidente.

Impressionné par l'efficacité des deux agents, Eduardo Martinez, un des chefs de La Mina, demande à les rencontrer. La DEA connaît bien Martinez, un vrai génie de la finance, âgé de trente-six ans et diplômé des sciences économiques. Cesar Diaz se rend donc à Panama pour le rencontrer. La réunion a lieu dans un salon de l'agence Banco de Occidente. Diaz prend place aux côtés des directeurs de la banque dans un des salons feutrés de l'établissement. Lorsque Martinez fait son entrée les employés le traitent comme le véritable directeur de la banque.

Mars 1989, Martinez veut rencontrer le chef de Diaz. La rencontre a lieu dans une île des Caraïbes, Aruba, au large de la Colombie. Accompagné de Diaz et d'un autre agent de la DEA, Featherly loue une suite à 550 dollars la nuit. Il installe une caméra vidéo dans le double plafond de la pièce prévue pour les réunions et peut ainsi enregistrer des heures de conversation avec Martinez qui n'hésite pas à parler à bâtons rompus de La Mina. A la fin du séjour Featherly et Martinez se jurent une amitié éternelle.

Peu après la rencontre d'Aruba, la DEA, l'IRS, le FBI et les douanes américaines arrivent enfin à reconstituer tous ensemble la totalité du circuit du blanchiment de La Mina. Il est temps de mettre un terme à l'opération Polar Cap. Le 29 mars 1989 des agents fédéraux arrêtent 127 blanchisseurs, courriers et trafiquants de La Mina. En outre un jury fédéral d'Atlanta allait décider de poursuivre les deux banques sud-américaines, le Banco de Occidente de Panama et le Banco de Occidente de Cali qui avaient blanchi l'argent de La Mina, en tout plus d'un milliard de dollars. Les sommes blanchies l'ont été dans différents sièges new-yorkais de grandes banques internationales (Bank of New York, Republic National Bank, American Express Bank, Banco Commerciale Italiano, Bank America International, City Bank et Extebank), qui pourtant n'ont pas été inquiétées.

Arrêté sept mois plus tard en Colombie, Martinez est un des premiers Colombiens à être extradé aux Etats-Unis depuis la déclaration de guerre de septembre 1989. Actuellement il est en instance de jugement. ★

NARCOFRIC

sonnage important, Don Chepe, un associé chef des chefs, Pablo Escobar. Selon la police américaine, Don Chepe est un des financiers les plus importants du cartel. Au moment où il approche Musella, Don Chepe dirige La Mina, la société responsable du blanchiment de plus d'un milliard de dollars en dix-huit mois (voir encadré).

Grâce aux millions de dollars gracieusement fournis par le cartel de Medellín, les douanes américaines peuvent ferrer la BCCI. Musella ouvre des dizaines de comptes à travers les Etats-Unis au nom de sociétés, de parkings, de sociétés de péage et autres commerces censés brasser de fortes sommes en liquide. Puis il commence à transférer l'argent à l'étranger comme s'il voulait le blanchir. En juillet 1987 deux dirigeants américains de la BCCI convoquent l'agent : « Nous allons ce que vous faites, lui disent-ils, vous prenez de gros risques, comme ça vous êtes sûrs de vous faire arrêter. Laissez-nous faire, nous connaissons une manière tout à fait infaillible de procéder. »

Musella jubile : les banquiers sont tombés dans le piège. Le 27 juillet, lors d'une réunion au siège panaméen de la banque, les responsables de la BCCI et l'infiltré des douanes mettent au point un plan de blanchiment. Les narcodollars sont versés aux Etats-Unis avant d'être transférés sur des comptes des agences européennes de la BCCI. En échange, la société de Musella émet des lettres de crédit l'autorisant à émettre (fictivement) de l'argent auprès du siège de Tampa au nom de ses clients.

Musella n'arrivant plus à gérer seul l'opération, d'autres agents des douanes lui sont adossés. Ils vont être chargés de recueillir les narcodollars à Chicago, à New York, à Detroit et à Philadelphie en se servant d'un véritable réseau de communications avec des répondeurs téléphoniques, des faxes et des "beepers". En hiver 1987 les courriers de Musella déposent aux différents guichets de la BCCI environ un million de dollars par semaine. Les dépôts vont encore augmenter de l'ampleur. Le 25 mars 1988 Musella envoie un envoyé du cartel à San José au Costa Rica afin de voir s'il peut blanchir l'argent par une organisation qui gagne entre 12 et 20 millions de narcodollars par mois.

Au mois de mai 1988, le directeur du siège panaméen de la BCCI, Akbar Bilgrami, rejoint Musella à Miami afin de lui organiser un voyage en Europe où il doit rencontrer les dirigeants de la BCCI de Londres et de Paris ainsi que ceux de la banque genevoise, la BCP. Huit jours plus tard Musella débarque à Paris. Les autorités françaises sont, bien entendu, informées de son arrivée et de l'opération en cours. Musella peut compter s'appuyer sur l'antenne douanière qui

se trouve à l'ambassade des Etats-Unis. Il voit ses collègues le moins possible et uniquement en cas d'urgence. Les rendez-vous ont lieu dans la rue. A la minute fixée une voiture vient prendre l'infiltré, elle est conduite par un ancien chauffeur de taxi qui n'hésite pas à remonter à toute vitesse une enfilade de sens uniques afin de s'assurer que personne ne les suit.

Les agents des douanes aident l'infiltré à sonoriser les réunions entre Ian Howard, le directeur de l'agence parisienne de la BCCI, Sibte Hassan, un de ses hommes de confiance, Nazir Chinoy, le directeur général de la BCCI pour l'Europe et l'Afrique, une délégation du cartel de Medellín dirigée par Gonzalo Mora et l'infiltré. Les hommes du cartel résident dans différents palaces parisiens où ils sont filmés.

A l'issue d'une semaine de réunion, le 27 mai 1988, une nouvelle filière de blanchiment d'argent est mise au point. Afin de brouiller les pistes, Musella crée un labyrinthe de comptes en banque qui passe par New York pour rejoindre l'agence de la BCCI au Luxembourg avant d'aboutir à Londres. L'argent est ensuite changé en certificats de dépôts (CD) à très hauts rendements qui permettent à Musella de contracter des em-

prunts fictifs auprès des branches de la BCCI au Panama et aux Bahamas. De là l'argent file vers un compte uruguayen de Mora.

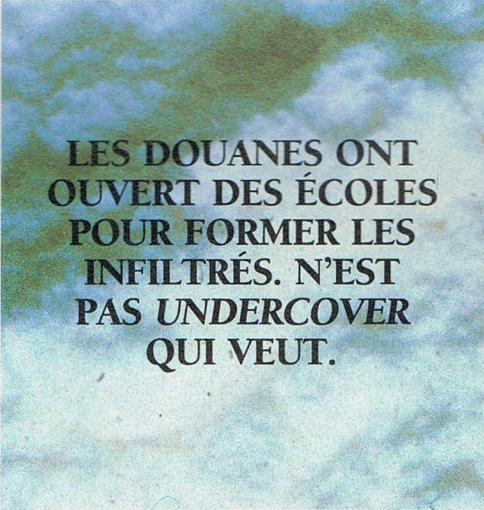
La culpabilité des directeurs de la BCCI ne fait plus aucun doute. Les douanes ont en leur possession des heures d'enregistrement prouvant que les banquiers sont au courant de la provenance des fonds. Dans le meilleur des cas, les officiels de la BCCI, tel Akbar Bilgrami, directeur de l'agence panaméenne disaient : « Nous ne voulons pas savoir d'où vient votre argent », quand les infiltrés des douanes leur révélaient l'origine des placements. Mais les Américains ont également des enregistrements où les banquiers parlent ouvertement du trafic international de cocaïne avec leurs clients et leur expliquent que les transactions effectuées à la BCCI sont sûres car seule une poignée d'hommes est au courant de leur origine. Jugeant que leur dossier est assez solide, les douanes américaines mettent fin à l'opération C-Chase en lançant au début du mois d'octobre 1988 des invitations au faux mariage de ses infiltrés.

Le responsable de la section renseignements des douanes américaines chargé de coordonner

à Washington l'opération C-Chase fait également partie du groupe d'intervention sur le blanchiment de l'argent du G-7, le GAFI. Il reconnaît que les Américains voulaient surtout faire un exemple. « Nous ne souhaitons pas mettre la BCCI hors circuit, c'est la septième banque privée. C'est pour cela que nous nous sommes contentés de l'accuser du blanchiment de 34 millions de dollars. La BCCI a peut-être blanchi cent fois plus d'argent. Nous avons arrêté les neuf responsables de la banque qui en étaient les vrais patrons, nous sommes convaincus que le conseil d'administration de la banque n'avait pas le pouvoir et qu'une structure parallèle avait vu le jour. C'est elle qui prenait toutes les vraies décisions. C'est normal, ils amenaient des affaires colossales. »

De même, c'est à dessein que les douanes se

sont attaquées à cet établissement et non pas directement à une banque américaine. « Nous voulions faire un exemple, explique le responsable des douanes. Dire aux banquiers qui jouent avec l'argent de la drogue : attention, vous prenez des risques. Vous êtes les suivants sur notre liste. Après l'arrestation des neuf responsables de la BCCI et la mise en accusation de la ban-



**LES DOUANES ONT
OUVERT DES ÉCOLES
POUR FORMER LES
INFILTRÉS. N'EST
PAS UNDERCOVER
QUI VEUT.**

que, nous avons gelé toutes les opérations financières de l'établissement aux Etats-Unis pendant un jour. Des millions de dollars ont été bloqués. La BCCI a dix-sept succursales aux Etats-Unis. Le lendemain on a reçu des dizaines de coups de fil de banquiers paniqués nous signalant des opérations louches dans leur établissement. »

Les Américains savent qu'ils ne doivent pas trop bousculer le système sous peine de le voir s'écrouler : « Je n'ai qu'une crainte, confie notre responsable de la section renseignements des douanes américaines, c'est que certains pays essaient d'attirer à eux la masse des narcodollars en créant des paradis fiscaux spéciaux. »

Le responsable de la section Intelligence de l'unité financière de la DEA est formel : « Il faut se concentrer sur l'argent de la drogue. C'est là que les trafiquants sont les plus vulnérables. Le problème est d'établir la culpabilité de certains banquiers, de réussir à prouver qu'ils ont violé des lois fédérales. Personnellement, j'ai une liste de dix banques que je voudrais bien prendre la main dans le sac. » Des banques françaises ? « Disons que certaines d'entre elles ont de gros intérêts en France. » ★

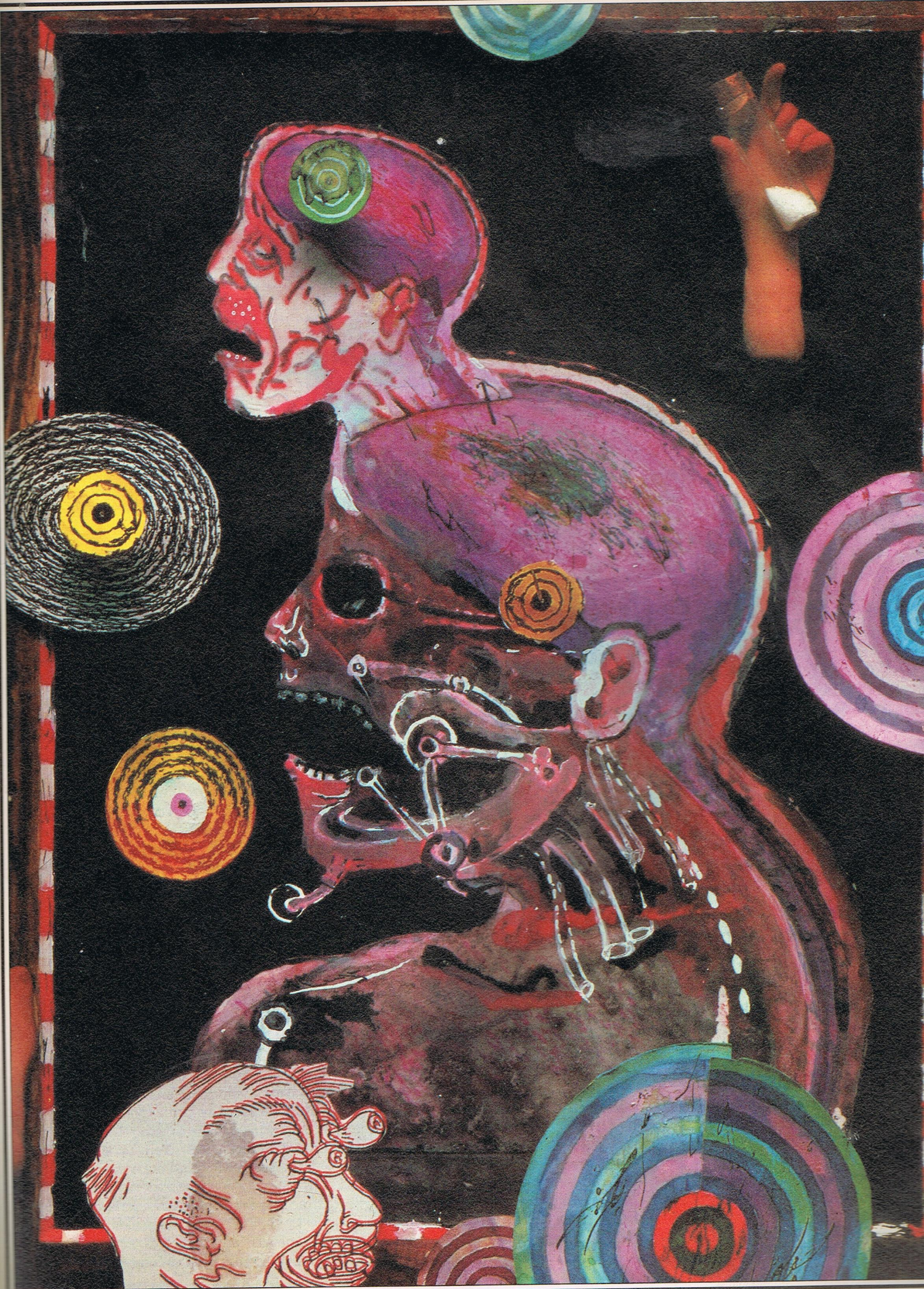
QUI ÊTES-VOUS
 DANS
 MA
 TÊTE
 GRÂCE À L'ICE, LE MEILLEUR DES MONDES
 N'EST PLUS UNE UTOPIE. ET L'ENFER EST
 DEVENU UNE RÉALITÉ. PAR MIKE SAGER.

Une nuit, des agents très spéciaux de la DEA sont entrés dans la chambre où Robert Li dormait. Ils lui ont greffé un émetteur-récepteur dans le cerveau. Un truc top secret relié à un satellite, capable d'émettre, d'enregistrer, de lire les pensées, de lui envoyer des voix. A son travail, Li n'a pas tardé à se rendre compte que, parfois, certains clients arrêtaient de pousser leur addie, pour l'espionner.

Li s'est résolu à rester dans sa chambre. Mais les voix se faisaient plus oppressantes. Il a eu beau se nettoyer les oreilles, consulter trois fois un toubib, aucun résultat. « Alors je me suis dit qu'il y avait peut-être des appareils dans les murs, ou dans ma radio, dit-il. J'ai démonté tout ce qui me paraissait suspect. Ça m'a pris des journées entières. Ne me demandez pas ce que je cherchais, ou plutôt si, je cherchais un micro. »

La maison appartient à ses parents. C'est une

de ces maisons en bois, plutôt modestes, situées dans les montagnes de l'île d'Oahu, à Hawaii, à un quinzaine de kilomètres de Waikiki, la grande plage d'Honolulu. Li est assis sur son lit, bien calé par des coussins. Il sourit. La chambre est petite, c'est là qu'il a passé toute son enfance. Sur une étagère, des modèles réduits de voitures, une collection de briquets jetables usagés. Li a vingt-huit ans, un tiers de sang chinois, un tiers blanc, un tiers hawaïen.



De sa poche de chemise, il extrait un tube de verre transparent, muni d'une boule creuse à une de ses extrémités, et d'un bec de flûte à l'autre. La boule est percée, et recèle un petit tas de cristaux, translucides, brillants, comme du sel marin ou du sucre candy. Il bouche le petit trou avec son doigt, chauffe la boule de verre avec une flamme. En quelques secondes ça fond, ça se met à bouillonner, avant de se transformer en fumerolles. Des volutes de fumée blanche tourbillonnent gracieusement dans le tube. Il aspire et avale goulument. Ça n'a pas d'odeur. Pour lui ça a le goût de la vanille. D'autres y reconnaissent un goût de pomme verte, ou de fruit exotique. Il recrache la fumée. Ouvre les yeux, béat.

Robert Li a fumé sa première pipe d'"ice" voici six ans. Il n'était pas particulièrement attiré par la dope. Il n'avait même jamais touché au *pakalolo*, l'herbe d'Hawaï. Son truc, en bon Américain, c'était la bibine : week-ends à la bière avec des potes, dans les deux boîtes à la mode, avant d'aller voir les putes, et un soupçon de coke, parfois, pour assurer avec ces dames, après toutes ces bières.

Et puis son copain Ron lui a demandé s'il voulait pas essayer un truc nouveau. Ils cassaient une graine après le boulot à l'épicerie. Il était tard. Ils ont fumé quatre pipes chacun. « Je me suis senti différent, raconte-t-il. Je savais pas du tout quel effet ça faisait. J'avais pas de repères. Simplement, je me suis mis à causer. D'habitude, je suis plutôt silencieux. Là, j'étais aimable avec tout le monde. J'étais bien. Et, ça m'a donné envie de me défoncer dans le boulot. Mon boulot c'est de remplir les rayons. Vous m'auriez vu bosser ! On peut dire que j'en ai rempli ! Superman ! J'arrêtais plus, même pour bouffer ! » Pendant six mois Li et son pote Ron ont marché à quatre ou cinq pipes par semaine, toujours avant d'aller bosser. Ça leur coûtait pas plus de 30 dollars par semaine. L'ice, quand on l'a fumé, se recristallise, et reste collé au fond de la pipe.

On peut le réutiliser. Comme le "dross" de l'opium. Autre avantage : ça ne tient pas de place. On emporte sa pipe avec soi, toujours chargée et bien sûr. Personne n'aurait pu les soupçonner de se défoncer. Des employés modèles. Toujours le not pour rire, faisant du bon boulot.

Les pipes, on les trouve dans les boutiques orientales, dans les magasins d'alcool tenus par les Coréens. Au bout de quelques mois, Li se met à faire des pauses de plus en plus fréquentes au boulot. On était en 1983 et Li était un des tout premiers consommateurs. Après quelques taffes, on peut facilement ressentir des effets pendant huit à dix heures. Pourtant, très vite, la prochaine pipe est devenue une obsession pour lui. L'ice a

cette particularité, au début, de vous pousser à partager votre plaisir. Li n'a pas tardé à connaître tous les nouveaux convertis – de plus en plus nombreux chaque jour.

Il lui arrivait de rester deux, trois jours sans dormir. Avant de s'écrouler. Difficile de dormir au début. L'esprit aux abois, le cœur qui s'affole et puis, quand on croit que le sommeil est là, on est pris d'un tremblement nerveux, et on se relève. Pour finir par sombrer pendant une vingtaine d'heures. On émerge, et on en fume une autre, pour être d'attaque et avoir la force de quitter son lit. A ce rythme, Li s'est mis à maigrir

penser. C'étaient mes pensées, mais pas *ma* voix. Ça n'arrêtait jamais. Pendant deux ans, pas une seconde de répit. Une sorte de commentaire off, se moquant de moi. *Ils* savent, je me disais toujours. Mais *qui* sont-ils ? Des amis, des agents secrets ? J'ai même cru que c'étaient les types du service social. Ils étaient payés par mes parents. Ils voulaient me faire flipper à mort, pour me forcer à arrêter. »

Il a fini par perdre son boulot. Il s'est contenté de rester chez lui à fumer. Ça a duré deux ans et demi. Ses parents étaient au courant. Il leur avait dit qu'il fumait de l'ice, qu'ils n'aillent pas s'imaginer que c'était du crack, ce truc qui faisait des ravages, dont on parlait à la télé. Toutes ses économies y sont passées. Il discutait toute la journée avec ses "interlocuteurs" : "Dites-moi seulement *qui* vous êtes, et je décroche." Il était au bord de la folie. Ses amis ne lui parlaient plus. Il a fini par se laisser convaincre de se faire soigner. Le traitement a réussi. Les voix ont disparu. Il a trouvé un emploi de gardien. D'abord il a tenu le coup. Quand il repensait à ses années de dépendance, il y avait un trou de six ans dans sa vie. Jusqu'au jour où : « Vous vous souvenez des bons moments avec les copains. Vous êtes tenté. Vous avez oublié les mauvais jours. Vous ne pensez plus qu'au plaisir perdu. Vous vous dites que ça serait chouette de... Mais sans être accro cette fois. »

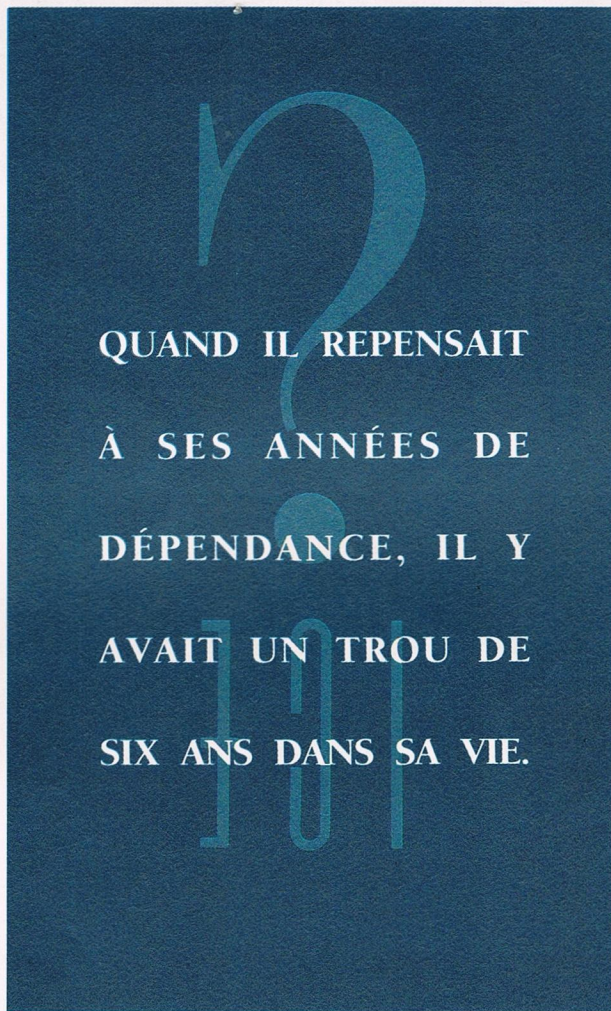
Il lève sa pipe, passe une flamme bleue sous la petite boule. La fumée tourbillonne, il tire une taffe. « Rien que de temps en temps, dit-il. Deux ou trois fois par semaine, pas plus. C'est super. C'est comme si je n'avais jamais fumé. J'entends les voix, mais c'est supportable. Ce coup-ci, je me sens capable d'assumer. »

Robert Li appartient à une nouvelle génération de drogués : "l'ice generation". En gros, l'ice n'est rien d'autre que des amphétamines qui se fument. Les bonnes vieilles amphètes, ou *crystal methamphetamine* ("crystal meth") si prisées des gangs

– 15 kilos en quelques mois. Le teint jaunâtre, les orbites creuses, il estimait pourtant que tout allait bien. Il allait de moins en moins souvent travailler. Il restait dans sa chambre. « Vous pensez à tout ce qui a besoin d'être réparé dans la maison. Parfois vous vous y collez, vous bricolez un truc, mais la plupart du temps vous pensez à des détails. En rapport avec la came. Une meilleure pipe, ou une pipe qu'on pourrait utiliser en voiture, qu'on pourrait allumer et fumer d'une seule main. »

C'est deux ans après avoir été initié que Li s'est persuadé qu'on lui avait greffé un micro dans le cerveau. « Quoi que je puisse penser, les voix me disaient exactement ce que j'étais juste *en train* de

de motards et de tous les camés de l'Amérique profonde. Seule différence, ça se présente sous la forme de cristaux (translucides, blancs ou jaune brun), ça se fume et c'est pur à 90 %. Très facilement fabriqué à partir de substances en vente dans le commerce, un dixième de gramme coûte 50 dollars dans la rue (pour le même prix on a un demi-gramme de coke). L'ice a déjà fait son apparition à New York, à la Nouvelle-Orléans, sur la côte nord-ouest du Pacifique et dans le Sud californien. Mais rien à voir – pas encore – avec ce qui se passe à Hawaï. Là-bas, tous les chiffres (saisies, arrestations, augmentation annuelle du nombre de consommateurs, overdoses, crimes liés à sa consommation ou au



rafic, etc.) le confirment, c'est l'épidémie. Toutes les catégories sociales et tous les groupes ethniques sont touchés.

L'Amérique est donc confrontée à un nouveau défi. Pour les autorités concernées, l'ice n'est qu'une version "améliorée" du crack. Ses effets durent plus longtemps (jusqu'à 30 heures), voilà tout. Il y a quand même une petite différence dont elles ne semblent pas avoir conscience. L'ice est comparable au "soma" du *Meilleur des mondes* : un produit destiné à maintenir les masses dans une aliénation bienheureuse. Ce n'est pas dans les milieux défavorisés ou criminels que se recrutent les consommateurs. Mais plutôt parmi les femmes au foyer, les routiers, les comptables, les adolescents, les cadres, les employés, les informaticiens qui cherchent, avec l'ice, à donner un peu de brillant à une existence terne, à rêver plus haut que leur vie, et qui paradoxalement y trouvent aussi une raison supplémentaire de se défoncer au travail. Ils se sentent plus forts physiquement, ont une énorme confiance en eux. Mieux encore, les hommes ont des érections beaucoup plus longues, et pour les deux sexes les orgasmes sont plus intenses et durent plus longtemps. Bref, le meilleur des mondes n'est plus une utopie.

L'ice est le nom vulgaire de la méthamphétamine, un produit de synthèse appartenant à la famille des stimulants artificiels du système nerveux central, connu sous le nom d'amphétamines. A petites doses l'ice provoque l'augmentation de la pression sanguine, la diminution du rythme cardiaque. A hautes doses, l'accélération du pouls, la dilatation des pupilles, des troubles de la vision, la bouche sèche, la tension musculaire et le souffle court. Une utilisation prolongée provoque rapidement un comportement schizophrénique ou paranoïaque.

Rick, agent de maintenance, a commencé par entendre les tambours de guerre des îles Samoa. Convaincu qu'il allait être assassiné il est allé se mettre sous la protection de la police. Connie, commissionnaire, voyait des punaises cavalier partout sur son corps. Elle a fini par demander l'intervention des services de désinfection. Jasmine dirigeait un fast-food. Elle a fini par passer l'essentiel de ses journées à astiquer le sol de sa cuisine avec une brosse à dents. Les fumeurs d'ice souffrent de frustration permanente pouvant mener jusqu'à la violence.

C'est à la fin des années 70 que l'ice débarque à Hawaii, porte-avions avancé de "l'american way of addiction" dans le Pacifique. Un homme est à l'origine du trafic : Paciano "Sonny" Guerrero, immigré philippin, arrêté en mars der-

nier, et condamné depuis à vingt-cinq ans ferme.

Guerrero, naturalisé depuis, était arrivé de son archipel natal dans les années 60. Successivement magasinier, puis réparateur de pneus à Honolulu, il commence à fumer et à vendre avec quelques amis au tournant des années 80. En 1984, il fait la rencontre de sa vie : Jackie Yi. Elle et son petit ami ont des contacts de très haut niveau en Corée. Très vite, Guerrero devient le plus gros importateur d'ice sur Hawaii.

« Sonny était un joueur maladif, nous a confié un fonctionnaire, il rencontrait des centaines de personnes, des compatriotes pour la plupart. Des

de beepers, de codes secrets. Les membres se connaissaient à peine. La sécurité primait tout. Mais d'un autre côté ils étaient assez stupides. Voilà une organisation qui brassait des millions de dollars, et dont tous les membres, du haut au bas de l'échelle, étaient consommateurs. »

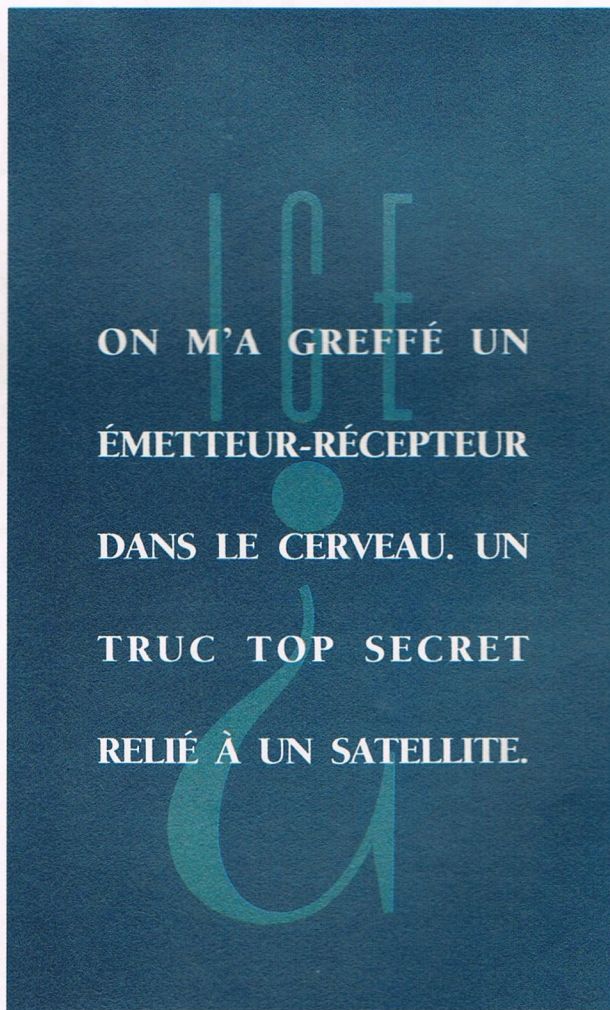
Guerrero menait grand train. Sapes, bijoux voyants, élevage de coqs de combat, limousines. Il pouvait laisser 250 000 dollars au jeu en un seul après-midi sans perdre le sourire. Souvent il emmenait tout son petit monde en virée sur le continent. Le groupe, généralement quatre hommes et trois femmes, louait une suite à Los Angeles, équipée d'une demi-douzaine de téléviseurs. Les femmes allaient acheter des jeux vidéo, et les hommes jouaient et fumaient toute la nuit. Le lendemain, tout ce petit monde quittait la piaule, et remettait ça à San Francisco. D'après les comptes très précis que Guerrero tenait en permanence, on estime que pendant les dix-huit mois qui ont précédé son arrestation, il a fourgué plus de 75 kilos, pour 7,6 millions de dollars. Guerrero était le Parrain incontournable du milieu philippin. Ses hommes, environ 300 personnes entre quinze et trente ans, avaient été recrutés dans cinq gangs, tous philippins.

Guerrero et quelques autres gros bonnets sous les verrous, comment se présente la situation à Hawaii ? Mal. Le rouge est mis. Les gangs, livrés à eux-mêmes, se canardent jusque devant les sorties d'école. La police ramasse les cadavres, des collégiens souvent.

Principaux consommateurs, les Philippins font des émules : « Quand vous bossez comme vendeur dans un supermarché, nous confie un employé du ministère de la Justice, et que vous avez besoin de vendre un demi-gramme pour vous offrir votre dose à l'œil, vous faites pas la fine bouche. Japonais, Blanc, vous ne faites pas de discrimination. Les Philippins sont les seuls à avoir des contacts avec les producteurs. »

Pour la police d'Honolulu, les années qui viennent seront chaudes. « Il y a un vide au sommet, nous dit un inspecteur. Ça commence à tirer dans tous les coins. Et plus on parlera de *crystal*, plus les gens en prendront et plus les gangs se batront pour rafler le marché. Les gangs se sont drôlement organisés. Ils ont du matériel électronique dernier cri, gèrent leurs stocks sur ordinateur. Toute la population, classes et races confondues, est concernée. »

En octobre, à Washington, la Commission antidrogues a pris connaissance des premiers rapports sur la dernière mode hawaïenne et les dignes représentants du gouvernement ont décidé d'aller constater l'état des lieux. ★



joueurs dans la poisse, ou des voleurs de voitures. » En 1984, Guerrero est à la tête d'une organisation solide. Ses lieutenants se font appeler les "Seven Princes". La drogue entre par dizaines de kilos, des centaines d'hommes se chargent de la distribuer. « C'était une organisation assez étrange, raconte ce même fonctionnaire. Qui se démarquait nettement de tout ce qu'on rencontre d'habitude. En général, vous tombez sur des amateurs qui ont réussi un gros coup. Question de chance. Sinon, vous avez affaire aux vrais pros, pour eux c'est un business comme un autre. Le groupe de Sonny ne fonctionnait pas comme ça. C'était parfaitement organisé, très compartimenté, avec tout l'attrail

PENDANT QUE LE GOUVERNEMENT BUSH MET
UN NARCODICTATEUR SOUS LES VERROUS, LE ROBINET
D'ÉTHÉR AMÉRICAIN CONTINUE D'ALIMENTER
LES NARCOCHIMISTES. PAR BROOK LARMER.



LES TAUPES DE LA COKE

La guerre contre la marée de cocaïne latino-américaine qui déferle sur les Etats-Unis a beau être déclarée, ça n'empêche pas les milliers de tonnes de produits chimiques *made in USA* indispensables à la fabrication de la cocaïne et de l'héroïne d'être tranquillement livrés à leurs producteurs sud-américains. Peu de pays d'Amérique du Sud fabriquent des composés tels que l'éther ou l'acétone. Les cartels de la drogue dépendent donc presque entièrement de ce pipeline chimique clandestin qui transite souvent par des pays tiers comme le Mexique ou le Guatemala.

La police colombienne affirme avoir saisi au cours des neuf premiers mois de cette année 7 millions de litres de ces produits – assez pour les deux tiers de la fabrication mondiale annuelle de cocaïne. Beaucoup de containers saisis arboraient des logos américains. « Le tango, ça se lance à deux : coca et produits chimiques », dit Raphael Perl, conseiller spécial du service de recherche du Congrès. Il estime que plus de 90 % des produits chimiques utilisés pour produire la cocaïne proviennent des Etats-Unis.

Le cordon ombilical qui alimente les rois de la drogue risque pourtant d'être sectionné sous peu. La US Drug Enforcement Administration (DEA) dispose maintenant de pouvoirs accrus pour dépister les exportations suspectes et sanctionner les compagnies qui fournissent sciemment des trafiquants. Une nouvelle loi réglemente l'exportation de vingt composés "précurseurs" ou "essentiels". Les précurseurs entrent dans la composition du produit fini lui-même, alors que les produits "essentiels" sont simplement utilisés dans le processus de fabrication.

Cette loi impose aux compagnies américaines de signaler à la DEA tous les étrangers qui leur achètent régulièrement des quantités importantes de ces composés. Si la DEA découvre – ou soupçonne – que cette compagnie étrangère transmet les produits qu'elle achète à des fabricants de drogue, les transactions sont aussitôt suspendues.

Depuis début octobre, les agents de la DEA s'activent à vérifier la bonne foi d'importateurs de produits chimiques du monde entier, avec une attention toute spéciale aux pays d'Amérique du Sud. Début novembre, ils ont signalé aux fournisseurs américains les clients suspects et ont exigé d'être prévenus quinze jours à l'avance des livraisons importantes destinées à des clients nouveaux ou inconnus.

Comme on pouvait s'y attendre, la DEA passe au peigne fin le Mexique, qui est pris de tous côtés dans l'étau du trafic. Mexico étant, bien sûr, la première plaque tournante de cocaïne, d'héroïne et de marijuana destinées aux consommateurs américains d'une part, et de produits chimiques qui transitent vers les milieux colombiens de la cocaïne d'autre part. Elle voit aussi passer 30 % des exportations américaines de produits chimiques. « Après les Etats-Unis, le Mexique est le premier exportateur de composés précurseurs vers l'Amérique du Sud », dit une personnalité officielle américaine qui souhaite garder l'anonymat.

Selon un rapport de la CIA diffusé l'année dernière, les importations mexicaines de toluène et de méthyl-éthyl-acétone (des substances qui, comme l'éther, peuvent servir à fabriquer de la cocaïne) ont augmenté de 1160 % entre 1983 et 1986, alors que dans le même temps, la croissance économique était de 2,6 %. L'étude de la CIA soulignait que les exportations américaines de ces produits chimiques en direction de l'Amérique latine excédaient de loin les quantités nécessaires à la production d'explosifs, de cosmétiques et de mousse à matelas, pour lesquels ils sont habituellement utilisés.

Conclusion inévitable : les trafiquants détournent d'énormes quantités de produits chimiques. Jusqu'à présent, ces substances étaient faciles à obtenir. Depuis 1982, la stricte réglementation des importations d'éther et d'acétone en Colombie n'a pas empêché les cartels colombiens de constituer en Amérique latine et dans les Caraïbes un réseau de distribution. Il y a quelques

années, en même temps que les Colombiens commençaient à implanter au Mexique leurs réseaux de cocaïne, ils ont organisé le détournement des produits chimiques. Pour passer inaperçus, ils procédaient par petites cargaisons, utilisaient des prête-noms et démultipliaient les fournisseurs.

Cette année, les agents mexicains ont déjà saisi 22 tonnes de cocaïne... à comparer aux 30 tonnes qu'ils avaient confisquées au cours des dix années précédentes. Mais même si la coopération officielle entre les Etats-Unis et le Mexique s'est radicalement améliorée, la DEA doit encore se battre pour faire appliquer les nouvelles lois – et pour établir des rapports satisfaisants avec le gouvernement mexicain.

Les autorités américaines s'inquiètent des écueils que rencontrera la DEA si elle veut surveiller les entreprises mexicaines : pratiques informelles en vigueur dans le milieu des affaires, labyrinthe bureaucratique, xénophobie... Elles se disent pourtant satisfaites de la vivacité avec laquelle le gouvernement mexicain a réagi lorsque, il y a quelques semaines, la DEA lui a signalé une compagnie suspecte.

Autre problème : le manque de personnel. « J'ai bien peur que nous ne soyons submergés, dit un responsable américain qui déplore que la plupart des bureaux de la DEA disposent d'un seul agent pour surveiller les détournements de produits chimiques. Si nous n'avions chaque mois que cinq compagnies à contrôler, ça suffirait. Mais comme nous devons en vérifier cent, nous courons à l'overdose... » En face d'adversaires aussi coriaces que les seigneurs de la cocaïne, la DEA peut retrousser ses manches...

« La loi antidétournement mettra fin aux transactions qui se faisaient ouvertement », dit Garity Baker, directeur du service international de la Chemical Manufacturers Association, qui a participé de près à l'élaboration de la loi et à sa mise en application. « Mais la production illégale de drogue est un business si juteux que les trafiquants ne reculeront devant rien. » ★